

Communiqué de presse

Paris, le 2 février 2021

Baromètre ObsAR 2021 : une participation record depuis plusieurs années !

Des organisations de tout type montrent un intérêt renforcé pour les achats responsables.

Les résultats et les principaux enseignements du baromètre 2021 ObsAR ont été présentés mardi 2 février lors d'un webinaire en ligne.

Ce baromètre annuel repose sur un sondage effectué entre novembre et décembre 2020. 316 organisations ont répondu (55% du secteur privé et 39% issues du secteur public).

73% des répondants sont issus de la fonction achats et 27 % des répondants sont issus de la Direction RSE ou de la direction de l'entreprise (notamment pour les PME).

L'édition 2021, dont le questionnaire a été remanié pour cette douzième édition, apporte un éclairage sur l'intérêt des organisations pour les achats responsables, qu'elles soient publiques ou privées.

77% des organisations ayant répondu ont mis en place une stratégie Achats Responsables dont 21% depuis moins de 2 ans. « *Ce dernier chiffre conforte la tendance observée depuis plusieurs années, montrant que la démarche des Achats Responsables se déploie dans de plus en plus d'organisations, malgré ou grâce au contexte particulier de l'année 2020* », selon Pierre Pelouzet, Président de l'ObsAR.

Cette tendance s'exprime fortement pour **les PME** dont 35% ont une démarche depuis moins de 2 ans et qui **désignent à 57% leur démarche Achats Responsables comme une priorité.**

Les achats responsables offrent un cadre d'action qui répond aux enjeux de résilience

Si les raisons principales invoquées pour déployer les achats responsables restent similaires aux années précédentes (**mise en conformité et contribution aux engagements RSE de l'organisation, sujets prioritaires pour plus du tiers des répondants**), on note que **la maîtrise des risques et l'amélioration de la relation avec les fournisseurs sont considérées d'égale priorité par 23% des répondants.** « Le risque et la conformité ne sont plus seuls en tête des motivations pour mettre en œuvre une approche plus responsables des Achats. La relation

fournisseur est un enjeu primordial dans le contexte actuel, pour les donneurs d'ordre comme pour les fournisseurs eux-mêmes » note Fanny Bénard, Vice-Présidente de l'ObsAR.

Des actions de soutien ont été mises en place avec les fournisseurs pour faire face aux difficultés liées à la pandémie de COVID-19 lors du premier confinement : **55% des répondants** toutes catégories **ont prolongé les contrats et 56% ont accordé des avances de trésorerie ou raccourci les délais de paiement vis-à-vis de leurs fournisseurs.**

D'ailleurs, la mise en place de délais de paiement inférieurs à 30j en 2020 sont en hausse par rapport à l'an passé (+6%) pour atteindre 25% des répondants.

Cependant, dans le même temps, il y a **un doublement des retards de paiement** par rapport aux obligations légales (10% par rapport à 5% l'an passé). « On voit bien qu'en 2020 le choc a été violent pour les entreprises malgré les cellules de crise mises en place par l'état. Et même si certaines organisations ont été reconnues et valorisées pour leur comportement exemplaire pendant le 1er confinement, il n'y a pas eu que des bons comportements vis-à-vis des fournisseurs et c'est bien ce que l'on constate dans ce dernier chiffre. » précise Annie Sorel, Vice-présidente de l'ObsAR.

La **responsabilité sociale** (conditions de travail, droits de l'homme et la diversité) et la **protection de l'environnement** sont toujours **2 composantes fondamentales des achats responsables** pour toutes les organisations (public, privé, grandes entreprises, PME) et sont rejointes sur le podium par la lutte contre la corruption pour les grandes entreprises, la maîtrise durable des coûts pour les PME et l'accès des PME aux marchés pour le secteur public.

On y voit un lien direct avec l'actualité réglementaire (lois Sapin 2, transition énergétique, anti-gaspillage et économie circulaire) et la crise économique de 2020.

Côté environnement, Nathalie Blouet, administratrice de l'ObsAR, note « une priorisation sur la réduction des déchets, des pollutions et des consommations. La réduction des gaz à effet de serre, classée en 4^e position, pâtit très certainement d'une difficulté de mise en œuvre au travers des achats. L'économie circulaire, en dernière position, pourrait faire penser à une moindre appréhension de ce que recouvre ce sujet, pourtant porteur de performance environnementale ». C'est une des raisons qui amène l'ObsAR à poursuivre le Programme Achats Circulaires et Solidaires en 2021.

En ce qui concerne les critères sociaux, la santé/sécurité des personnes et les conditions de travail ressortent en tête. Parmi ces enjeux sociaux, certains sont des conséquences directes de la crise sanitaire. Et les donneurs d'ordres peuvent y contribuer directement comme l'ont confirmé les organisations vis-à-vis de leurs fournisseurs en les aidant concrètement par la fourniture de masques et gel.

Nous relevons une incohérence dans le constat que le respect des droits de l'homme est une valeur partagée par tous alors que les acheteurs accordent un moindre niveau d'importance à la traçabilité de la chaîne d'approvisionnement et à la relocalisation. « Nous pensons que ces deux sujets ne sont pas analysés sous le prisme des achats responsables. Les composantes telles que la mitigation des risques, l'analyse des réductions d'impacts, l'approche en coût de cycle de vie... permettraient d'éclairer les études et les décisions sur ces dossiers clés » précise Nathalie Paillon, Directrice des études de l'ObsAR.

Des actions achats responsables qui doivent s'étendre, se formaliser et prouver leur performance. Pour cela le référentiel de la norme Iso 20400 s'affirme.

Globalement, les organisations identifient les enjeux RSE liés à leurs achats, mais la formalisation de ces enjeux est globalement insuffisante et marquée par une forte différence entre organisations, par exemple : **autour de la cartographie des risques (33% pour les PME contre 70% pour les grandes entreprises) et des engagements publics et chiffrés (31% PME contre 62% pour les grandes entreprises).** « Or cette formalisation est nécessaire pour mieux adresser les enjeux (qu'ils soient des risques ou des opportunités) », précise Fanny Bénard.

La loi sur le devoir de vigilance est un sujet **connu pour les Grandes Entreprises**, ce qui ouvre la porte à la mise en œuvre des actions attendues par la loi. « Toutefois, parmi les répondants avec cartographie des risques en place, près de 60% ont une cartographie sur une seule dimension, ce qui rend la démarche insuffisamment robuste au regard de la norme et des exigences de la loi sur le devoir de vigilance. » précise Bruno Frel, administrateur de l'ObsAR.

La norme ISO 20400, dont l'ObsAR a été partie prenante et qui fêtera cette année ses 4 ans d'existence, est connue par 57% des répondants. **La norme remplit sa fonction de guide de recommandations sur les achats responsables puisqu'elle inspire et est largement utilisée pour se préparer au Label Relations Fournisseurs et Achats Responsables pour 50% des répondants (public et grandes entreprises).** « Ce qui est important dans une norme internationale, c'est qu'elle représente un langage commun pour toutes les parties prenantes de la supply chain dans le monde entier et c'est par ce langage commun que nous pourrions faciliter la mise en place de démarches plus responsables pour l'ensemble de la communauté des acheteurs » précise Annie Sorel.

Les indicateurs liés à la démarche Achats Responsables sont plutôt qualitatifs (>70%), notamment pour les PME et ETI et sont majoritairement quantitatifs (65%) notamment dans les grandes entreprises, le secteur public et l'industrie. Globalement, les répondants considèrent que les indicateurs permettent de rendre compte de la performance de la démarche Achats Responsables (75% « oui » ou « en partie »), mais le sujet reste à perfectionner si on souhaite démontrer pleinement la valeur ajoutée des Achats Responsables. « **La capacité à mesurer la performance des Achats Responsables est de nouveau le premier frein** » rappelle Pierre Pelouzet.

On retrouve d'ailleurs encore les mêmes difficultés à travailler en « coût du cycle de vie ». « C'est un élément stratégique de la norme ISO 20400 mais pas du tout mûre pour l'instant. » confirme Annie Sorel. Même si on ne raisonne qu'en TCO, **les coûts de fin de vie n'arrivent qu'en 5ème position (15% des répondants les prennent en compte systématiquement) et c'est une vraie problématique.** Tendances encourageantes : 44% des acheteurs issus des grandes entreprises chiffrent mieux leur contribution à la création de valeur globale pour leur organisation, ce qui confirme qu'acheter responsable ne coûte pas plus cher.

Contact presse :

Nathalie Paillon
Directrice des études et des opérations
nathalie.paillon@obsar.asso.fr

L'Observatoire des Achats Responsables (ObsAR), est un « think tank » privé / public créé en 2010 qui a pour objectif de proposer un espace privilégié d'échanges, de connaissance et d'approfondissement des bonnes pratiques en matière d'Achats Responsables. Il a piloté à l'AFNOR l'élaboration de la norme « achats responsables » (NF X 50-135), première déclinaison sectorielle de l'ISO 26000, qui promeut l'intégration d'objectifs de développement durable et de responsabilité sociétale des organisations dans les politiques d'achat et leur mise en œuvre, dans le public comme dans le privé. Il a travaillé à son prolongement à l'international (norme ISO 20400) en pilotant la délégation française, ainsi qu'à sa cohérence avec les réglementations sur les marchés publics. L'ObsAR vise notamment à mettre à la disposition de ses adhérents des outils et méthodes, ainsi que des indicateurs de mesure et d'évolution des pratiques « métier » et des espaces de rencontres entre les parties prenantes. Membre de la Plateforme nationale pour la RSE, l'ObsAR édite des guides pratiques produits par ses groupes de travail, participe à de nombreux événements « achats » et publie annuellement le Baromètre des Achats Responsables. Site Internet : www.obsar.asso.fr